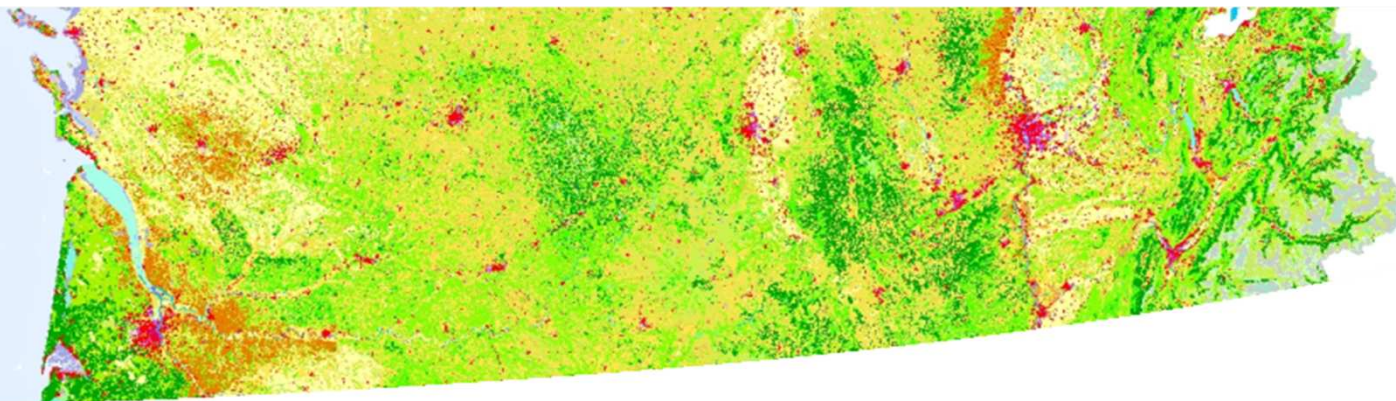


Conseil
économique pour
le développement
durable



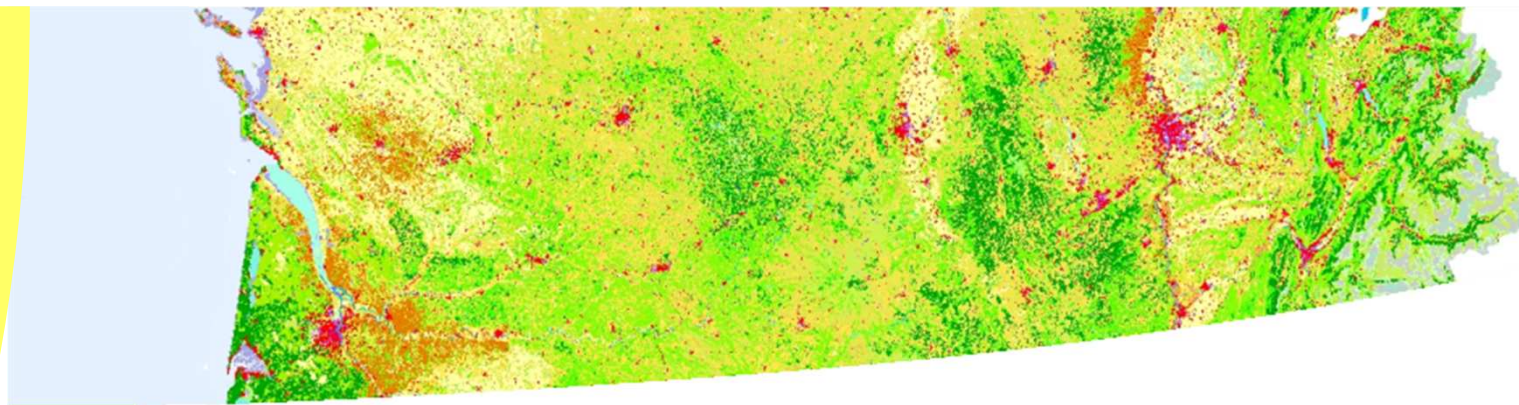
Taxe carbone: le projet de 2009 revisité

Dominique Bureau



Conseil économique pour le développement durable
www.developpement-durable.gouv.fr

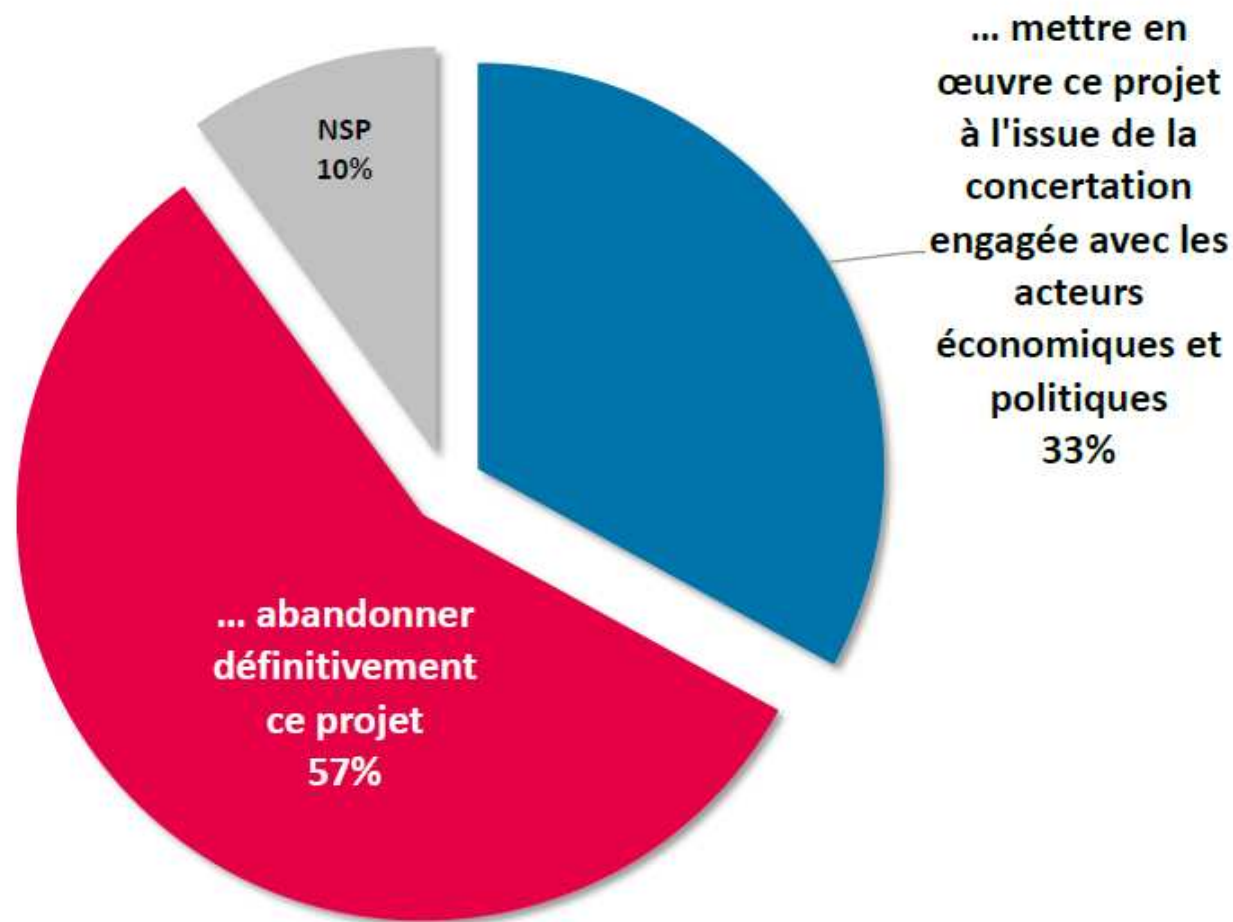
Conseil
économique pour
le développement
durable



Les enjeux

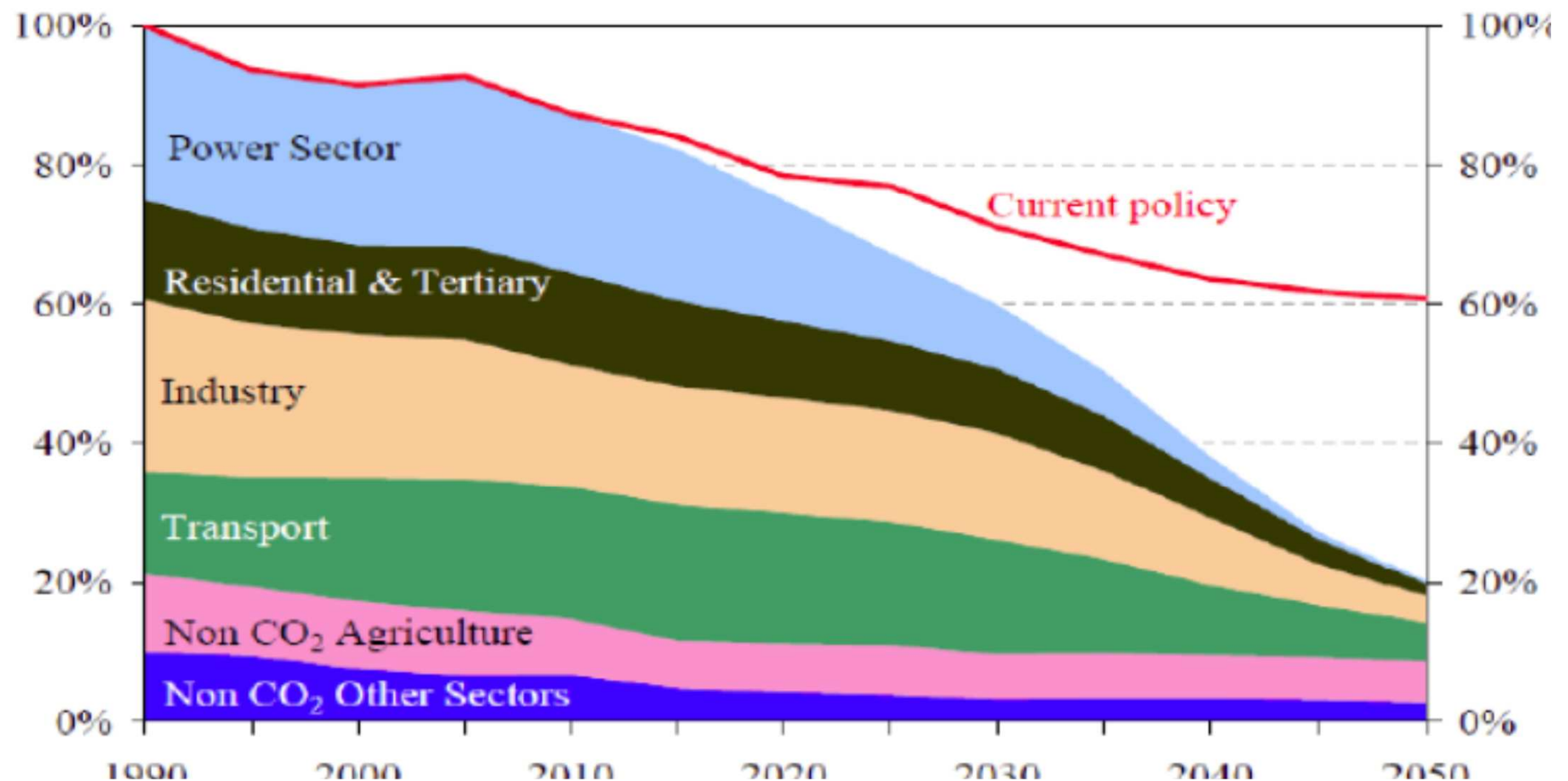
Une majorité de Français se dit favorable à l'abandon définitif du projet d'écotaxe

QUESTION - A propos de l'écotaxe poids lourds dont l'entrée en application au 1er janvier 2014 a été suspendue, diriez-vous que le gouvernement devrait... ?

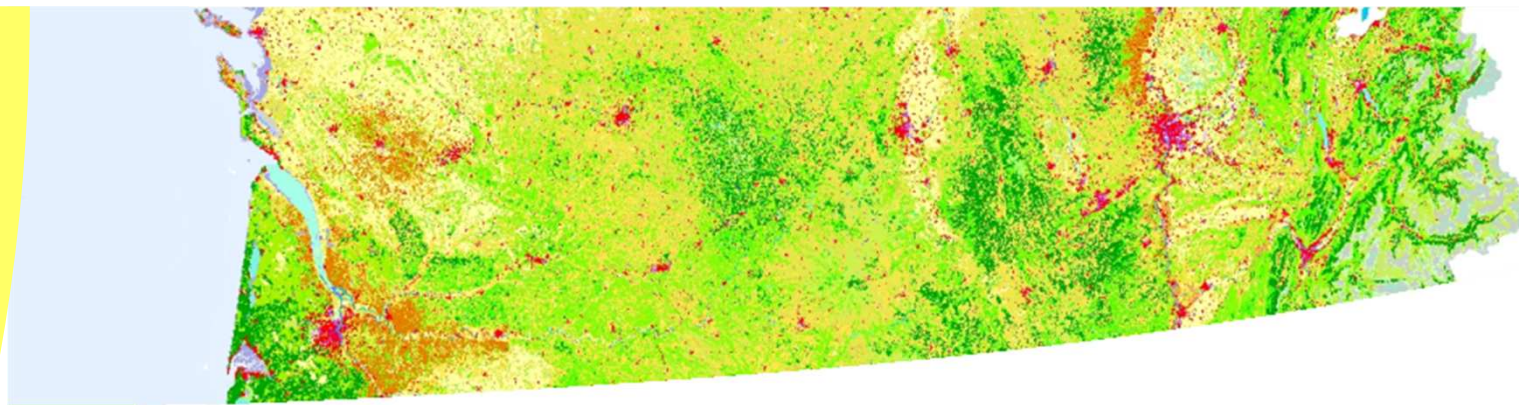


Sectoral scenarios

**Feuille de route UE 2050 :
des efforts de réduction pour tous**

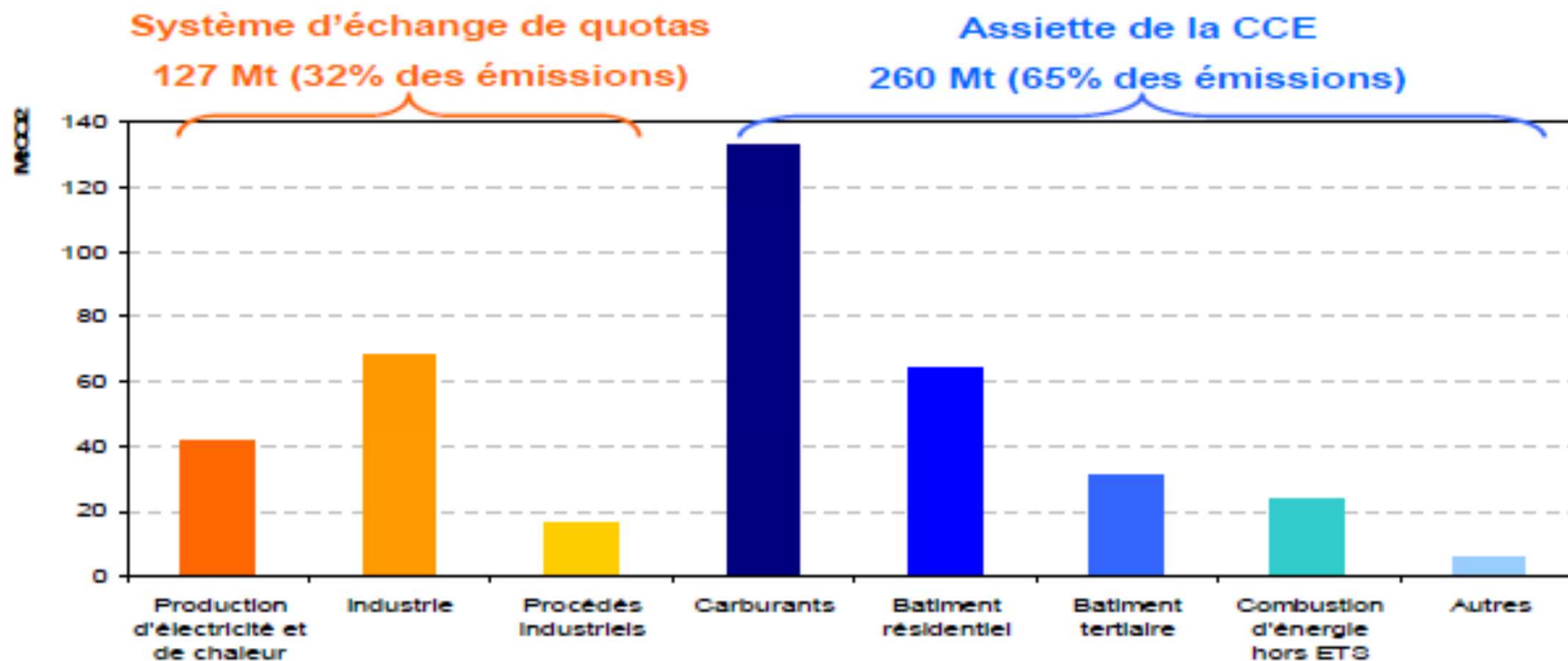


Conseil
économique pour
le développement
durable



Le projet issu de la Commission Rocard

L'articulation ETS/ fiscalité carbone

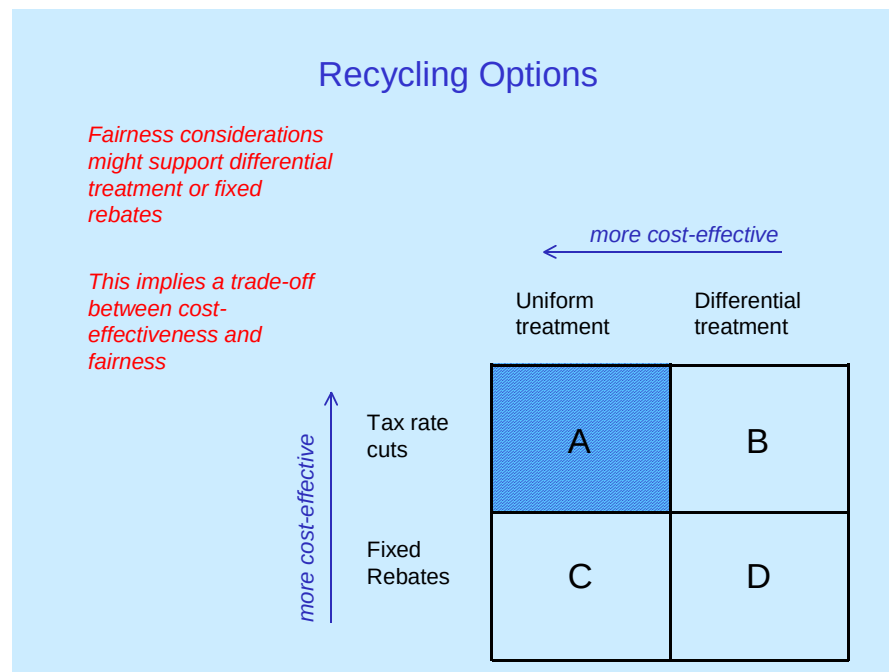


2009 French carbon tax : reminder...

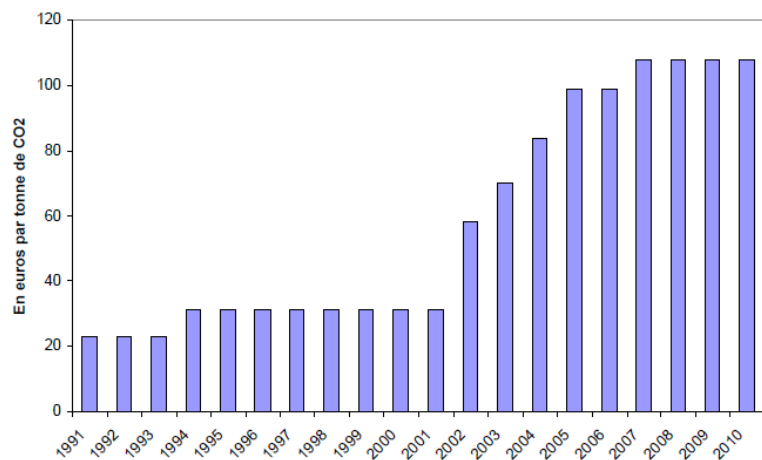
- Existing excise duties on fossil fuels :
 - Rather high level of tax on transportation fuels (well above usual carbon price)
 - Rather low level of tax on heating fuels
 - Several sectoral exemptions or reductions
- The carbon tax :
 - an additional tax at 17 €/t CO₂ on the consumption of natural gas, coal, domestic fuel oil, gasoline and diesel
 - Expected revenues $\approx$ 4,5 Mds € ($\approx$ 0,2% GDP)
 - Annual process to review the tax and the level of the tax rate

La question de l'utilisation des recettes: Cadre général et exemple suédois

A



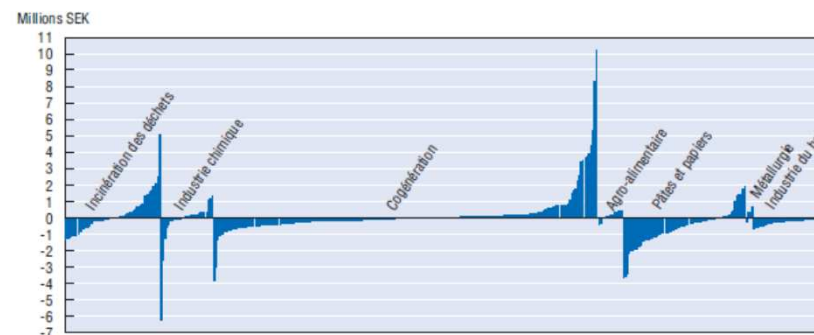
B



Source : données OCDE

Graphique 5.2. Payeurs et bénéficiaires nets dans le système de redevance remboursable sur les NO_x en Suède

Unités de production dans différents secteurs industriels, 2004



Source : Agence suédoise pour la protection de l'environnement.

Double-dividende?

Financement réforme TP ou Coût du travail

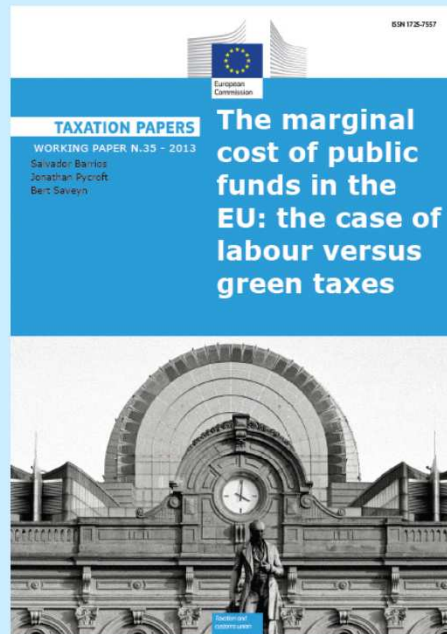
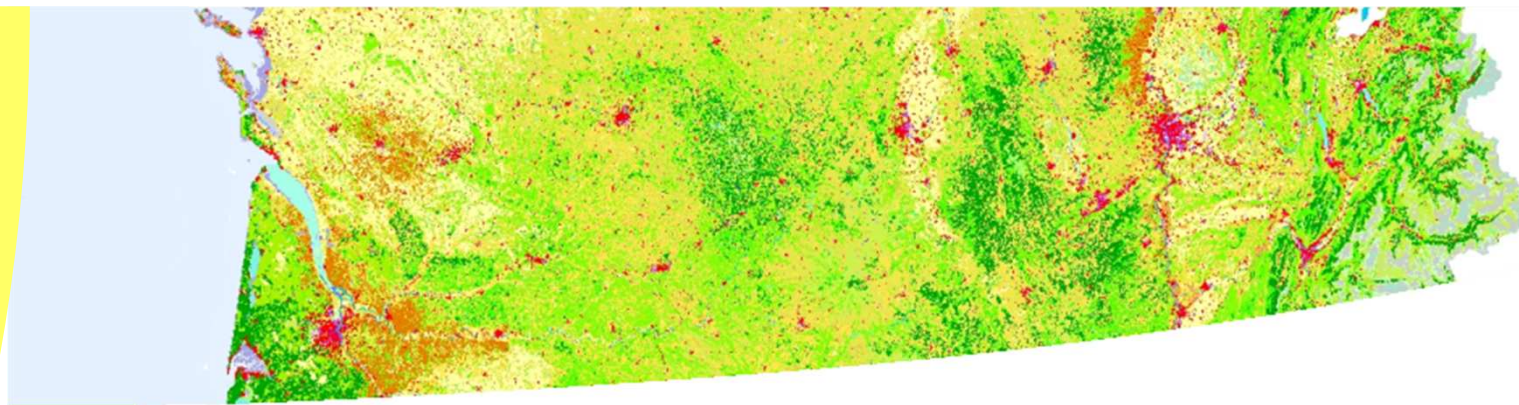


Table 2: The marginal cost of public funds for a labour taxes and energy taxes

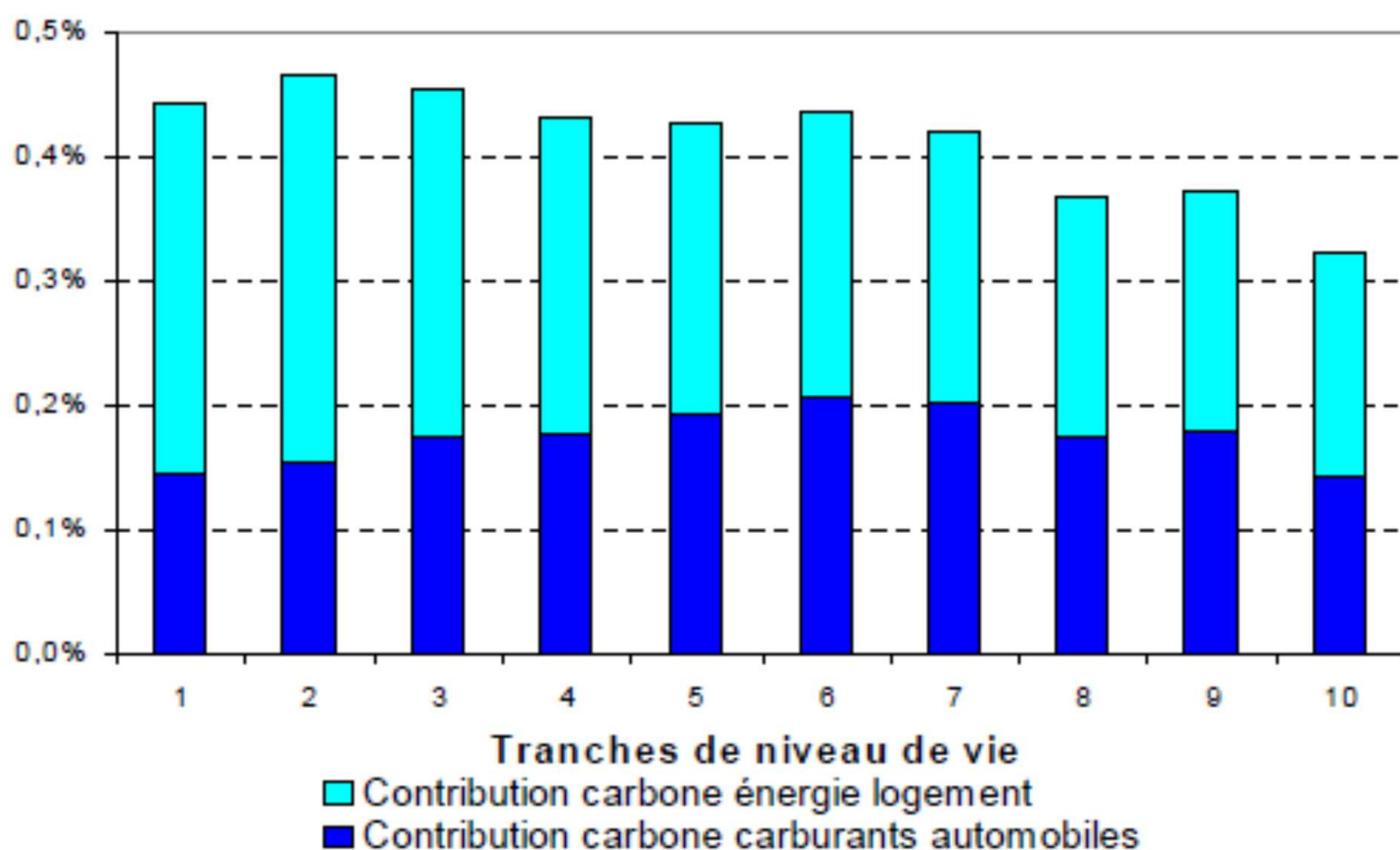
	Labour taxes	green taxes
<i>EU average (GDP Weighted)</i>	1.90	1.08
<i>Simple average</i>	1.73	0.90
Austria	1.82	0.87
Belgium	1.98	0.63
Bulgaria	1.56	0.62
Czech rep.	1.49	0.81
Germany	1.96	1.14
Denmark	2.31	0.86
Estonia	1.30	0.79
Greece	1.59	0.85
Spain	1.79	0.89
Finland	1.61	0.63
France	2.41	1.42
Hungary	1.53	0.86
Ireland	1.33	0.62
Italy	1.68	1.10
Lithuania	1.45	0.84
Latvia	1.42	0.82
Netherlands	1.57	0.83
Poland	1.63	1.26
Portugal	1.82	0.93
Romania	1.43	0.89
Sweden	2.06	0.87
Slovenia	1.66	0.95
Slovakia	2.19	1.06
United Kingdom	1.81	1.13

Conseil
économique pour
le développement
durable



**Les impacts redistributifs:
à ne pas négliger...**

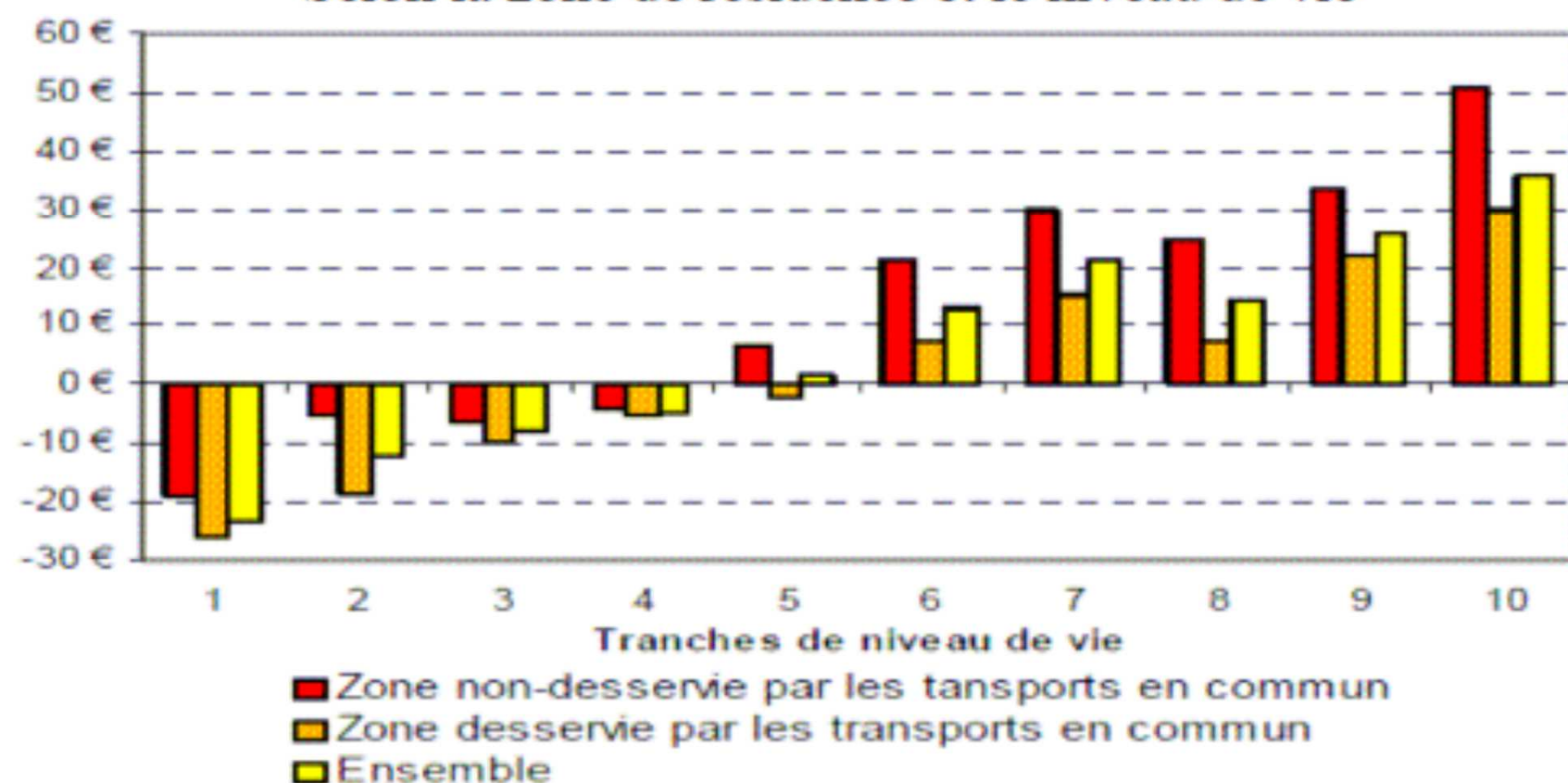
Part d'une contribution carbone à 17€/tCO₂ dans les dépenses des ménages selon le niveau de vie*



Purchasing power and distributional issues...

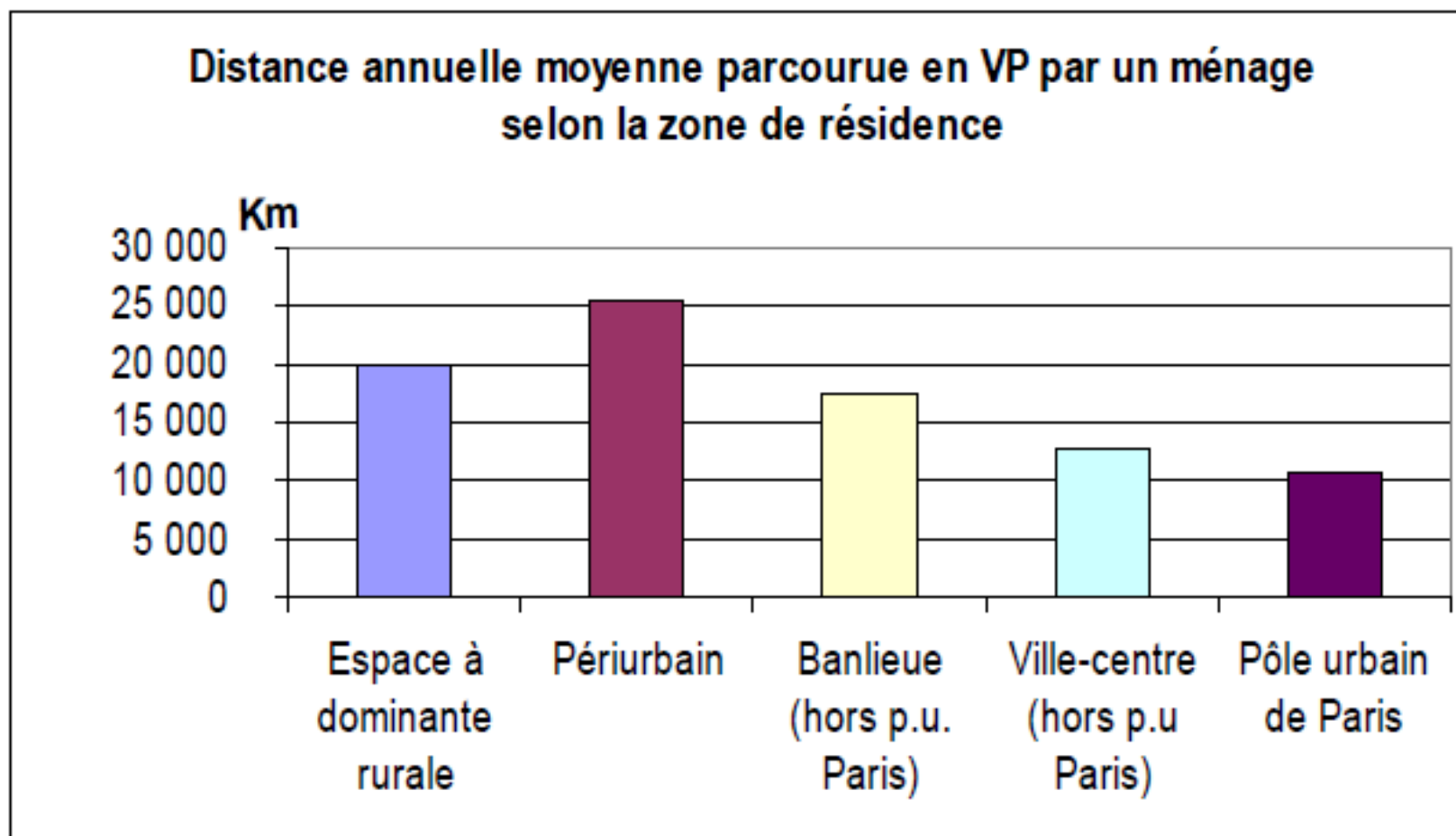
- **Moderate impacts :**
 - +4,11c€ (0,526 \$) per liter of petrol (= +1,96€ to fill up with 40 liters of petrol)
 - +4,52 c€ (0,578 \$) per liter of diesel oil
 - +4,52 c€ per liter of domestic fuel oil
 - 0,31 c€ (0,396\$) per KWh of natural gas (= +30€ / year for a 8 000 KWh yearly cons.)
- **Compensation scheme to households through a lump-sum (or so) tax credit on income.**
- **The tax credit was set at 46 € per adult (92€ for a couple), with extra 10€ per person in the household.**
- **The credit was uplifted to 61€ for households without access to public transport**

Coût annuel d'une taxe carbone à 17 € / t de CO₂ net du crédit d'impôt
Selon la zone de résidence et le niveau de vie

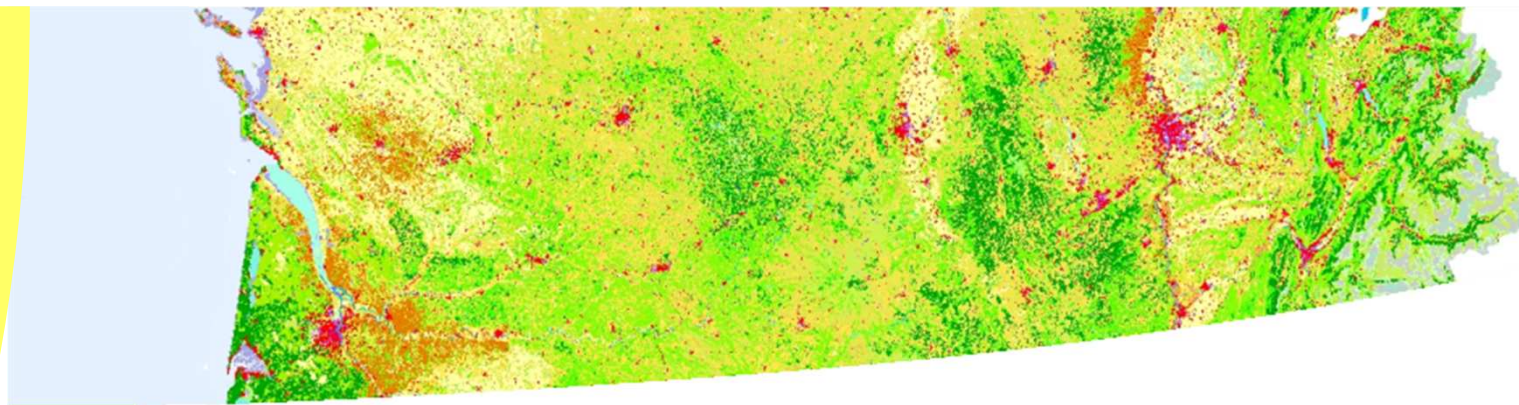


Source : Enquête « budgets de famille » 2006 de l'INSEE, Calculs CGDD

La localisation comme déterminant principal



Conseil
économique pour
le développement
durable



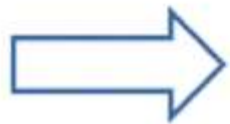
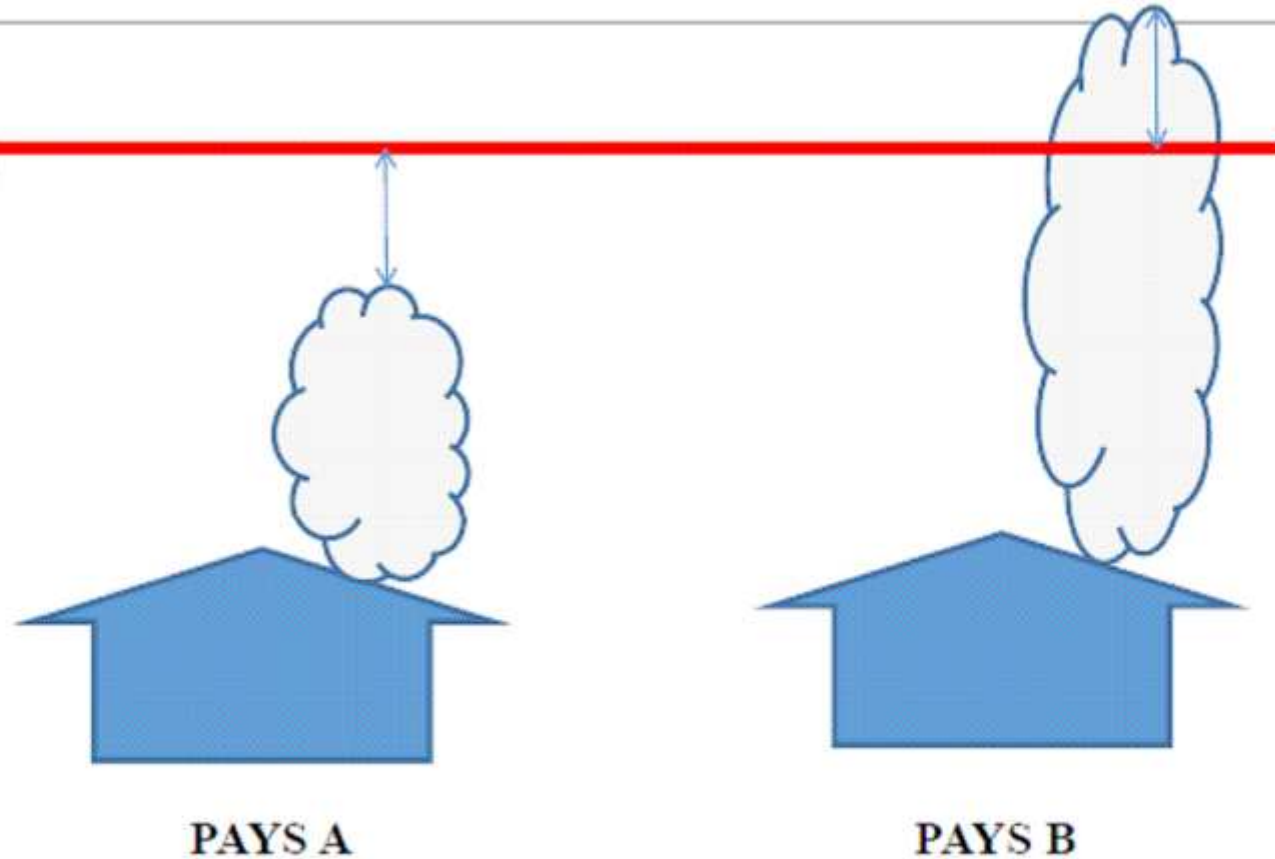
Les obstacles juridiques

About legal issues (CC decision against the carbon tax)

- A jurisprudence which reflects:
 - A bad past experience with (theoretically) incentive levies from the 1964 Water Act, which had become earmarked contributive taxes, decided by poorly-controlled Agencies
 - A general problem with the equity assessment of fiscal incentives by CC (already met with EITC)
 - A misunderstanding of the articulation with the EU-ETS; alleged impact of grandfathering on the carbon price!?
 - A lack of lisibility of the project (11 additional taxes!; multiple exemptions!)

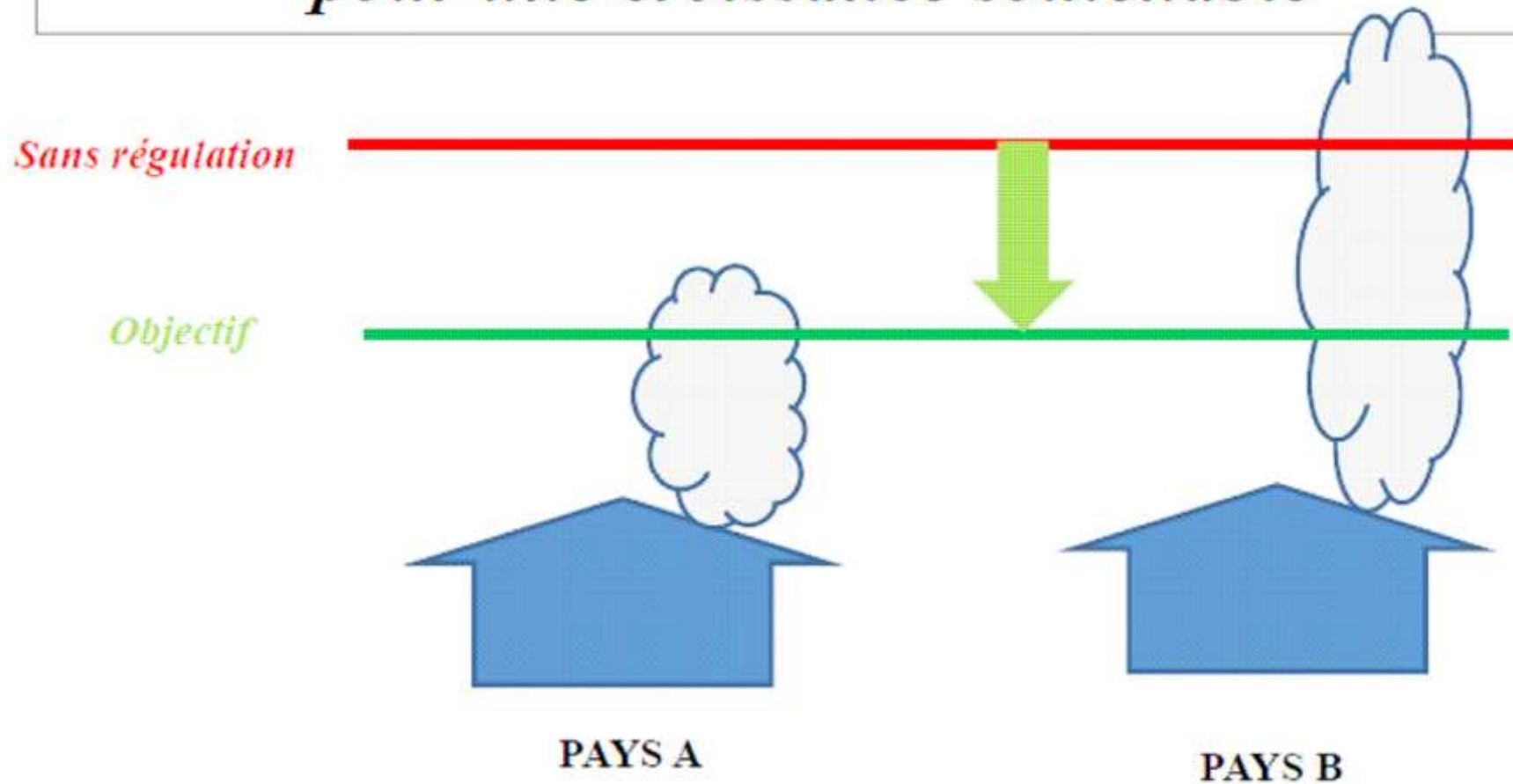
Sans régulation environnementale

*Niveau d'émissions
(moyen) sans régulation*



Des émissions excessives eu égard aux capacités de l'environnement

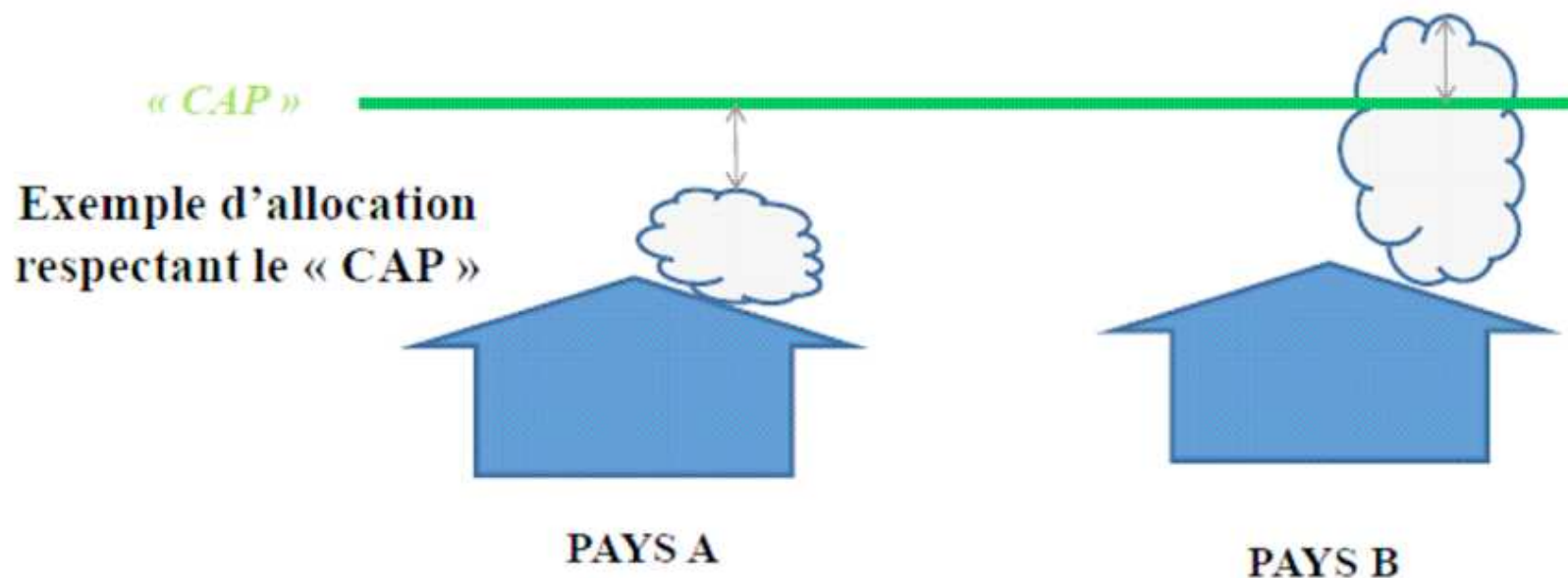
Le « CAP »: un plafond d'émissions régulé pour une croissance soutenable



Pour que les émissions totales ne dépassent pas le niveau objectif, il faut instaurer un système de licences, avec une allocation globale limitée à ce niveau (« CAP »). C'est dans la situation initiale que, « l'environnement étant à tous », chacun considèrerait qu'il avait « le droit de polluer » sans limite. Les licences mettent fin à cela.

A qui allouer les licences? un problème d'équité

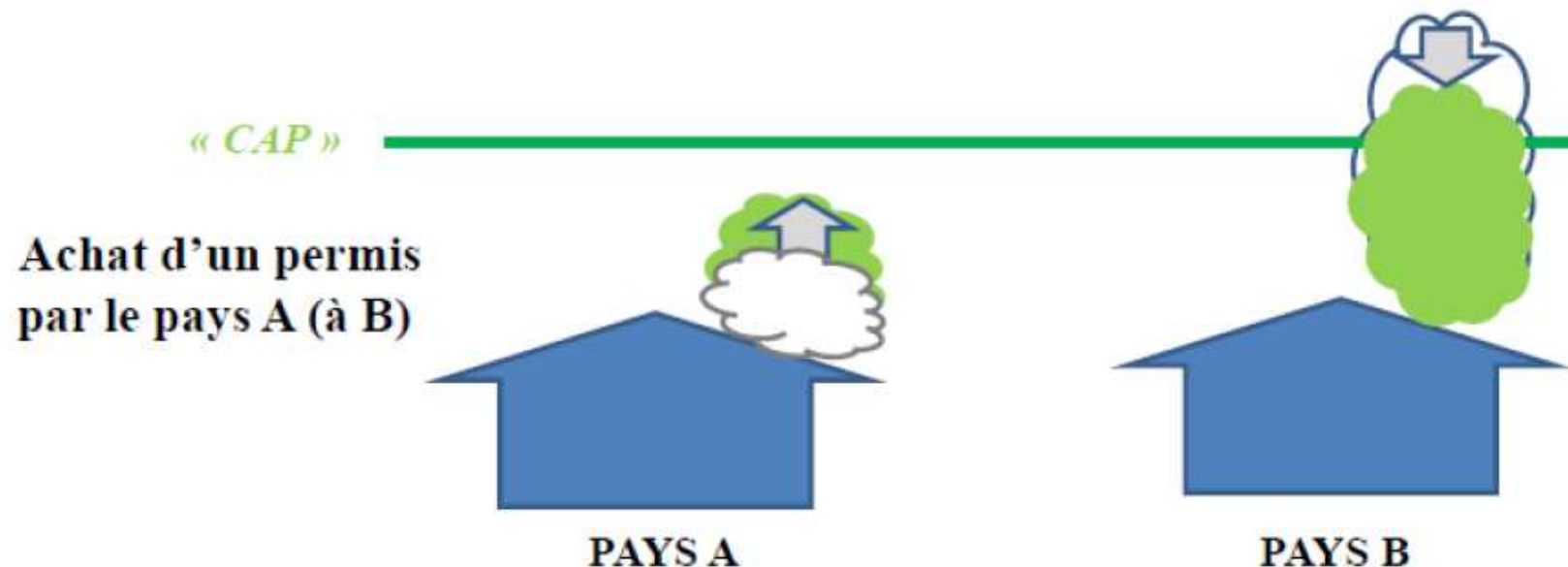
Sans régulation



Critères: à chacun les mêmes droits? selon ses besoins? selon ses moyens?...
Mais, pour ce qui est de l'environnement, la seule condition est que la somme des licences distribuées n'excède pas le « CAP »

TRADE: permettre que les efforts de réduction soient faits là où ils sont le moins coûteux

Sans régulation



Si le coût d'abattement de l'unité marginale de A est différent de celui de B...
Ils peuvent contracter une réallocation des efforts, à un prix intermédiaire
Les deux sont gagnants, le « CAP » demeure respecté...
Et le coût total d'abattement est réduit de l'écart de coût...
A u prix d'équilibre, le coût de l'effort pour respecter le « CAP » est minimal

Proposition

I. Les comptes d'affectation de la fiscalité écologique retracent, dans les conditions prévues par une loi de Finances, les opérations budgétaires associées aux recettes tirées des instruments fiscaux incitatifs [ou des instruments ayant les mêmes objectifs, tels que les mécanismes flexibles de licences sous plafond global] établis en application de l'article 3 de la Charte de l'environnement ; et aux dépenses en relation directe.

Ne peuvent faire l'objet d'affectation à ces comptes que des taxes dont les taux et l'assiette sont directement liés à la valeur des ressources, aux coûts des dommages ou aux atteintes à l'environnement considérés.

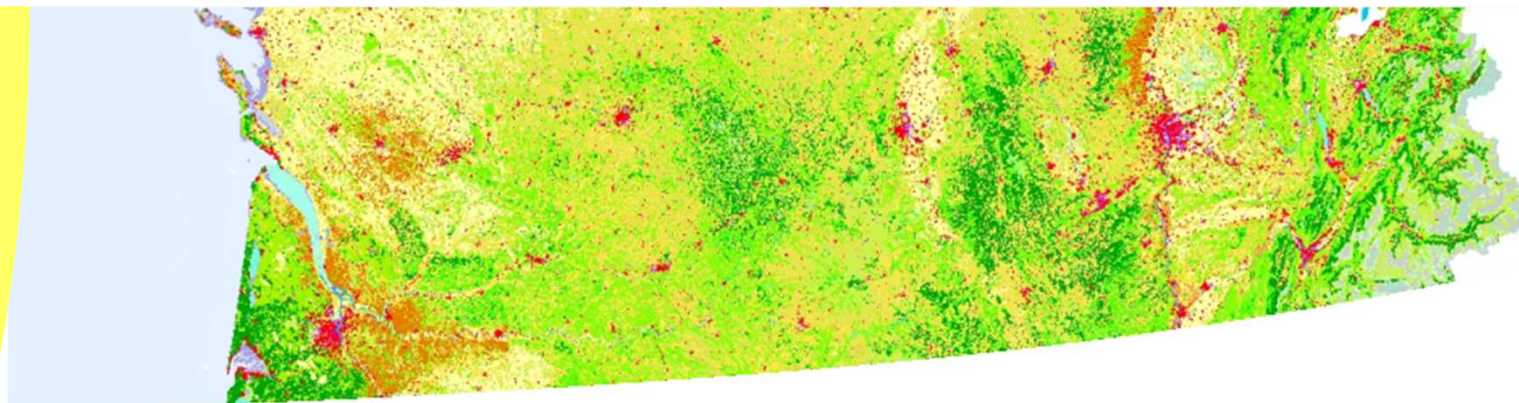
II. Les recettes imputées à ces comptes ne peuvent financer que :

- des plans d'action de transition ou d'adaptation dans les domaines concernés, dont l'efficacité a été préalablement évaluée par une étude d'impact.**
- des compensations pour les agents économiques vulnérables face à cette adaptation, sous réserve que leurs modalités préservent les incitations recherchées.**

III. Les recettes restant disponibles sont versées au budget général.

Article 51.4 – ajouter : « dans le cas de la fiscalité écologique incitative mise en œuvre en application de l'article 3 de la Charte de l'environnement, cette annexe indique : l'évolution envisagée des taux, au moins à l'horizon de trois ans ; et les réductions d'autres impôts permises par ces recettes ».

Conseil
économique pour
le développement
durable

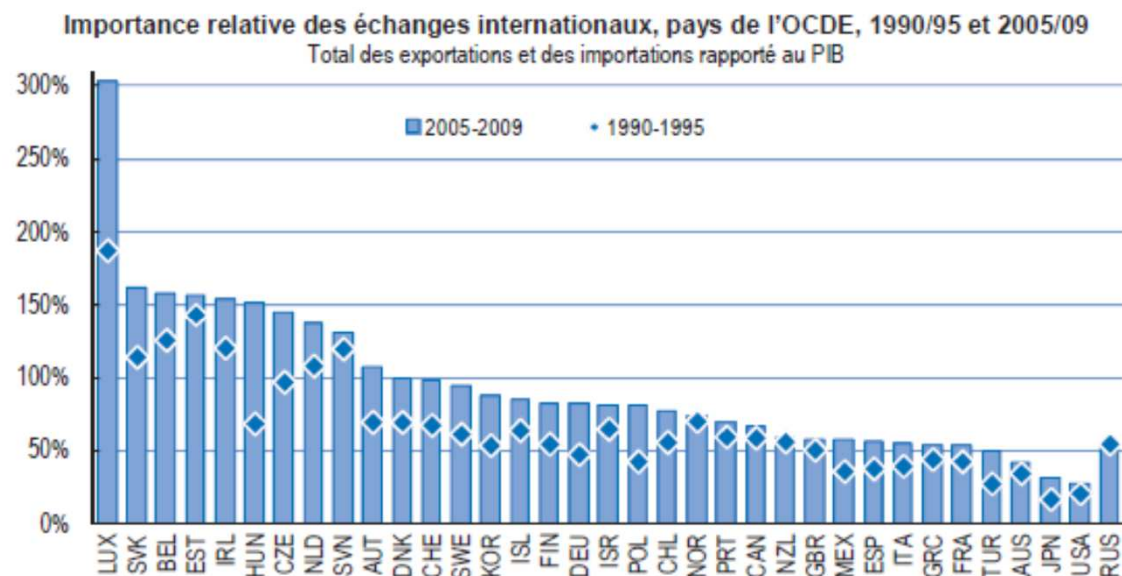


Conclusion
**Rôle de l'expertise par rapport aux enjeux
d'efficacité, et d'équité**

Démonstrations nordiques

Pays	Finlande	Norvège	Suède	Danemark	Suisse	Irlande
Année de mise en place de la taxe	1990	1991	1991	1992	2008	2010
Taux standard de départ en euros/tonne	1.2	43	23	13	8	15
Taux de la taxe carbone en janvier 2010	20	43	108	13	24	15

Source : OCDE et sources nationales



Source: OCDE, base de données des macro-indicateurs des échanges.